



Une arlésienne occupe les cabinets du garde des sceaux et de la DAP : *la place du SPIP dans les enquêtes présentenciels mieux connues sous le nom de POP, puis d'ESR.*

Après avoir relégué les SPIP au 2nd plan dans le domaine, pour mieux laisser à la place à un associatif tentaculaire en quête de marchés à compter de 2012, après avoir effectué un semblant de partage de compétences en 2020, le retour du présentenciel dans l'escarcelle des seuls SPIP est donc aujourd'hui sur la table.

Plus qu'un hypothétique projet, les choses sont d'ores et déjà en route puisque depuis la fin de l'été à la DAP on planche sur une expérimentation du réinvestissement du présentenciel par plusieurs SPIP. Et il faut dire qu'il y a urgence car avec un projet de loi SURE qui entend supprimer les 723-15, le GdS compte sur effet de balancier : suppression de l'examen automatique des ADP au profit du retour dans le présentenciel, pour tenter de limiter la casse avec sa brillante idée !

Si la CGT IP se félicite que l'expertise des SPIP en matière d'exécution des peines, de connaissance des publics et de son territoire soit enfin reconnue dans plusieurs rapports récents¹ et que l'externalisation des missions du SPIP vers l'associatif soit enfin décriée tant sur le plan qualitatif que financier, ce réinvestissement légitime ne peut et ne doit pas se faire à n'importe quel prix.

Et ce ne sont pas les 100 créations de postes en SPIP dans le budget 2026 (pour plus de 1200 postes vacants dans ces mêmes services), dont une grande majorité seront orientés vers cette expérimentation qui vont permettre de résorber les services en carence, d'absorber la charge supplémentaire indéniable que représentera la reprise du présentenciel et donc de nous rassurer.

Les syndicats CGT IP du Grand-Est ont voulu anticiper la question des moyens mais aussi des modalités d'intervention avec la DISP et ont sollicité une audience début octobre.

Force est de constater que l'opacité et l'impréparation semblent de mise et que les heureux expérimentateurs n'auront qu'à bien s'accrocher : rien n'était pensé, anticipé, chiffré et la DISP n'était en mesure de fournir aucun élément, même sur l'existant, alors que les appels à candidature auprès des DFSPIP étaient lancés.

La CGT IP ne se satisfera pas d'une reprise du présentenciel si elle ne s'accompagne pas des garanties nécessaires :

¹ Cf divers rapports :

- Missions urgence exécution des peines : [Intranet Justice / IGJ / Mission d'urgence - Exécution des peines](#)
- Mission DP : [Intranet Justice / IGJ / Structure et durées de la détention provisoire](#)
- Sénat : [Exécution des peines | Sénat](#)

☞ **Des moyens humains à la hauteur** : à la fois pour combler les carences de poste existantes mais aussi pour absorber cette « nouvelle » charge de travail supplémentaire qui, rappelons-le, même pour les services qui réalisent encore des ESR, n'est pas comptabilisée dans les organigrammes.

La CGT IP le réaffirme HORS DE QUESTION que cette expérimentation se fasse à moyens constants.

☞ **Des modalités d'intervention respectueuses des organisations de services des SPIP et de leur autonomie à l'égard des autorités judiciaires** : les horaires d'intervention, de joignabilité devront être respectueuses des chartes des temps des services et faire l'objet d'une véritable concertation avec les équipes, l'instauration d'une permanence au sein des tribunaux est à proscrire, la mise à disposition de bureaux assurant la confidentialité des échanges et la sécurité doit être exigée, l'anticipation par les parquets doit être de mise pour laisser un temps utile à la réalisation de l'enquête

☞ **Un réinvestissement des budgets d'insertion** : puisqu'économies budgétaires il y aura indéniablement, pourquoi ne pas réorienter les budgets de financement de l'associatif vers les budgets d'insertion des SPIP. *Un juste retour des choses non ?*

**Si le passé nous a appris quelque chose, c'est que les réformes
bricolées finissent toujours par retomber sur les agents.**

**Dans Retour vers le futur, il faut 2,21 gigowatts pour faire
fonctionner la machine.**

**Dans la vraie vie, il faut des moyens, du respect pour les personnels
et leur cadre d'intervention.**

💣 La CGT IP appelle les collègues à la vigilance pour ne pas servir de
carburant à une expérimentation mal préparée 💣

💣 De son côté, la CGT IP sera au RDV pour défendre les SPIP, ses missions,
ses agents et le service public ! 💣